

De l'acceptation sociale

Texte Mémoire BAPE

Par Cathie Belley

Je viens de Chicoutimi. Mon grand-père, mon parrain, mes oncles, mon cousin ont travaillé, au fil des ans, pour différentes industries au Saguenay. L'an passé, en parlant du développement de GNL, ils disaient croire au projet. C'est culturel chez eux, quelques grosses industries ont développé la région, de l'ALCAN aux divers moulins. Pourtant, cet été, ma parenté ne croyait plus à l'acceptabilité sociale du projet industriel: même les plus vieux connaissent le concept d'énergie renouvelable, ils apprennent à découvrir les potentiels d'une économie verte, ils voient le changement climatique, réservé croyaient-ils, au futur des petits enfants... Nous vivons tous la crise climatique, nous pensons plus les gestes que nous posons et leurs répercussions, et chacun à notre échelle, nous tentons de remédier au problème. Pourquoi revenir en arrière et privilégier l'énergie fossile?

Il est inquiétant de voir une industrie lourde au pouvoir déclinant vouloir venir s'installer au Saguenay quand on leur a fermé la porte ailleurs. Des installations du même genre, comme celui nommé TransCanada, ont déjà été refusées par les populations locales et le Québec. La région est-elle rétrograde? Pourquoi au Saguenay, la population accepterait ce genre de structures desservant des énergies qui ne sont même pas de transition? Ou si elles le sont, c'est pour un laps de temps si court, qu'il ne rencontre même pas l'objectif d'établissement sur 25 ans de l'usine de GNL au Saguenay. Pourquoi éroder le fiord, faire fuir les bélugas, tirer un pipeline au travers la belle province, se mettre à dos les environmentalistes du monde entier, briser une partie des infrastructures et du marché écotouristique du Saguenay à Tadoussac? Pour une poignée de travailleurs qui resteront après la construction? On construit gros pour faire un coup d'argent et faire vivre une industrie polluante à moyen terme... Sommes-nous plus pauvre d'argent et d'esprit pour accepter de sacrifier notre immense rivière, hypothéquer la nature des enfants, pour établir un chantier de construction qui durera six ans puis fera travailler plus d'une centaine de travailleurs locaux?

Pourquoi c'est aux Saguenéens de prendre ce rôle ingrat de bras canadien pour sortir le gaz de fracturation de l'Alberta? Pourquoi un peuple proche de son or bleu, connaissant le potentiel de ses lacs et rivières, riche d'un savoir-faire hydraulique et d'une énergie propre, mettrait de l'avant un projet d'énergie provenant de la fracturation? Elle est d'ailleurs interdite au Québec. Notre économie se veut verte. Ce serait malaisant de dire que GNL Saguenay contribue à un projet vert. Même si le BAPE ne veut pas évaluer ce qui entre et ressort de l'usine de GNL, les québécois savent, le promoteur l'a dit en audience : ce gaz est tiré à grands coups de GES. On ne peut pas faire partie d'un réseau de distribution de GES, et se laver les mains de l'éthique, en prétextant n'opérer que le robinet. S'ils veulent aider le marché international à se libérer de l'emprise du charbon, grand bien leur fasse, mais pas au détriment de nos ressources naturelles et des

populations locales qui habitent le territoire. Les premières nations présentes au BAPE ont aussi rappeler que les lignes tirées du gazoduc sont sur leurs terres non cédées.

Pourquoi hypothéquer nos propres ressources naturelles et les systèmes établis par les communautés locales à se développer sur un territoire sain au profit d'une industrie déclinante? L'ère n'est-elle pas à la valorisation du panier bleu, de l'économie locale, des voitures électrifiées? Quel est ce double discours, de demander un changement local d'habitudes saines et permettre aux grandes entreprises d'ailleurs de distribuer des produits issus de la fracturation des sols de nos voisins? J'ai demandé en première partie d'audience, si le projet GNL était reçu positivement par le BAPE, comment le gouvernement expliquerait-il ce changement de cap à sa population de plus en plus écoresponsable? Comment calmer une possible gronde populaire devant un tel projet polluant? Comment faire passer la pilule au peuple québécois? Le porte-parole du Ministère de l'Environnement a identifié le problème comme un enjeu majeur au projet, cette non-acceptabilité sociale du Québec envers GNL. Nous sommes donc en présence d'un gouvernement qui considère l'acceptabilité sociale dans sa gestion de la province, on le voit régulièrement avec la gestion de la crise sanitaire, le premier ministre se dit proche des gens et à l'écoute. À son contraire, le président du BAPE ne sait pas comment se positionner face à l'acceptabilité sociale, qui est pour lui un concept flou, mal définit. Il a répondu à une citoyenne qui s'interrogeait sur l'évaluation de l'acceptabilité sociale au sein de cette étude, qu'il ne saurait évaluer cette partie. Le président évalue sûrement le dossier avec une équipe, il y aura sûrement des gens avec une connaissance plus marquée de l'importance du pouvoir et de la parole citoyenne. Le BAPE est une instance essentielle pour la population, il est le seul qui nous reste pour se faire entendre quand un gros investisseur débarque en région.

Ce BAPE, qui en première partie mettait en valeur beaucoup le promoteur et ses installations, semblait avoir réuni des intervenants qui allaient dans le même sens que GNL. Nous avons entendu beaucoup de leurs désirs et promesses. Ça a pris plus de trois jours avant d'avoir des spécialistes sur place qui semblaient avoir des études indépendantes, et en les attendant, nous avons eu droit à quelques redites du promoteur à défaut d'études en bonnes et dues formes. En tant que membre du public, je n'ai pu poser des questions que deux fois sur 5 jours et soirées, parce qu'il n'y avait plus de temps, plus de place, et pourtant, le promoteur réservait ses explications : on a vu jusqu'à trois fois un même diagramme en deux jours...

Je crois au pouvoir citoyen, je crois en nos institutions pour encore nous protéger sur notre territoire. Je travaille avec un groupe d'artistes et de manifestants sur un projet de création à visée socio-environnementale financé par le CALQ. Cette pièce de théâtre à processus documentaire pourra être perçue comme politique et social par sa mission d'éducation citoyenne. Mais en vérité, ce sont les actions que nous entreprendrons et ce, à partir de ce BAPE, qui nourriront l'œuvre. Ce BAPE s'inscrit pour nous comme première étape d'une recherche sur l'acceptabilité sociale sur des projets d'exploitation des ressources qui affectent nos cours d'eau et sa biodiversité.